

**DEPARTEMENT DE LOT ET GARONNE**  
**DEPARTEMENT DE LOT ET GARONNE**

**PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS**  
**ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AUX RISQUES**  
**INONDATION ET INSTABILITE DES BERGES DE LA**  
**VALLEE DU LOT**

**2 DECEMBRE 2013 – 10 JANVIER 2014**

**RAPPORT DU**  
**COMMISSAIRE ENQUETEUR**  
**2<sup>ème</sup> PARTIE**  
**BILAN COMMUNAL DE L'ENQUÊTE**  
**CONCLUSIONS ET AVIS**

**MONSEMPRON - LIBOS**

Destinataires :

- Monsieur le Préfet de Lot et Garonne
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux
- Monsieur le Maire de MONSEMPRON-LIBOS
- Archives

M. Alain POUMEROL  
Commissaire enquêteur  
2, Chemin du Rieumort  
47310 Brax  
[alainpoumerol@free.fr](mailto:alainpoumerol@free.fr)

## 1. PRESENTATION DE LA COMMUNE

MONSEMPRON-LIBOS est une commune qui compte 2100 habitants au dernier recensement. Elle fait partie de la communauté de communes de Fumel Communauté. Sa superficie est de 905 ha. La population en zone inondable est estimée à 350 habitants environ.

En rive droite du Lot, le territoire de la commune est contraint par le risque inondation. Une partie de la commune est également inondable par remontée des eaux principalement du ruisseau « la Lémance».

Les écoles primaires 1 et 2 de Libos, l'église de Libos, la salle « La Pergola », le cinéma « le Liberty » sont en zone inondable.

La commune possède un linéaire de berges estimé à 0,541 km environ, soit 0,33 % du linéaire total de berges du Lot en Lot-et-Garonne.

L'urbanisme de la commune est instruit dans le cadre d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), document en révision à l'occasion de l'élaboration d'un PLUi au niveau de la communauté de communes.

## 2. BILAN DE LA CONCERTATION

### Concertation de la Direction Départementale des Territoires (DDT) avec la Commune

#### Inondation

Objet	Réunion de concertation	Mairie	Réponse DDT
Aléas	26/04/2011	1 – Le risque de rupture du barrage de Grandval (Cantal/Lozère) situé sur la Truyère est évoqué	1 – La Préfecture étudie actuellement le Plan Particulier d'Intervention (PPI) qui traite l'alerte et l'évacuation de populations et n'a pas d'incidence sur l'urbanisme. En tout état de cause, ce risque est un risque technologique qui est sans commune mesure avec le risque inondation pris en compte par un PPR. Le premier ne s'est jamais produit et sa probabilité est de 1/16 000ème par an alors que le second s'est réalisé à plusieurs reprises.
Enjeux	26/04/2011	2 – L'interférence entre l'élaboration des PPR du Lot et celle du PLUi de la communauté de communes Fumel-Communauté est abordée.	2 – La deuxième réunion prévue à l'automne, propre aux enjeux, permettra de cerner les zones actuellement urbanisées et celles susceptibles de le devenir dans le futur PLUi et qui se situeraient en zones d'aléa fort ou très fort.

	07/12/2011	La commune signale un éventuel projet pour la création d'un parking au lieu-dit " Au Fauren " ainsi qu'une urbanisation de ce secteur.	Correction de la zone à urbaniser (quadrillage rouge) en zone urbanisée (traits rouges parallèles) ; - modification de la localisation de certains ERP.
<b>Zonage et Règlement</b>	11/10/2012	<p>3 – Dans son courrier la commune regrette qu'à l'heure de l'élaboration du futur PLU intercommunal les terrains de Terrefort ne soient pas constructibles, bien qu'ils soient situés en périphérie directe du centre urbain de Libos, à proximité des services et commerces, et qu'ils répondent parfaitement aux principes de densification urbaine et de protection de l'environnement. Plusieurs questions sont également posées concernant des projets dans ce secteur de Terrefort, classé en zone rouge tramé :</p> <p>4 – Sera-t-il possible de créer un nouveau cimetière avec parking ? (emplacement réservé)</p> <p>5 – Sera-t-il possible de créer une voirie de la rue de l'égalité à l'avenue de Villeneuve? (emplacements réservés, parcelles 163, 547, 531, et 519) De façon générale, la commune souhaite connaître les prescriptions concernant l'aménagement de nouvelles voiries en zone inondable.</p>	<p>3 – Le règlement de la zone rouge tramé autorise la réalisation de certains projets : commerces, services, activités, réseaux.</p> <p>4 – Dans l'ensemble de la zone inondable, le projet de règlement interdit la création ou l'extension de cimetière ; cette disposition est justifiée par les désordres liés à des affouillements qui pourraient être occasionnés par une crue. La délégation territoriale de l'ARS a conforté la position de la DDT, compte-tenu des risques potentiels de pollution des nappes. La création d'un parking est possible.</p> <p>5 – Le règlement de chaque zone, y compris la zone rouge tramé, autorise la réalisation de nouvelles voiries. Les prescriptions concernent la minimisation de l'impact hydraulique des projets. Dans le cadre des autorisations nécessaires, des études adaptées au niveau d'aléa, à la</p>

		6 – Sera-t-il possible de démolir un commerce pour créer un parking parcelle AM 71 ?	proximité des enjeux et à l'importance du projet, devront démontrer le respect de cette prescription. 6 – Ce projet est compatible avec le règlement de la zone rouge. Un courrier a été adressé à la commune le 20 mars 2013.
--	--	--	---

### Instabilité des berges

Objet	Réunion de concertation	Mairie	Réponse DDT
Aléas	26/04/2011	Néant	
Zonage et Règlement	19/09/2012	Néant	

### Concertation avec le Public

REUNION PUBLIQUE	
Date : 14 mai 2013	Lieu : salle Michel DELRIEU   Nbre de personnes : 15 environ
Avant la présentation une personne a remis aux représentants de la DDT une chemise avec des documents. Après analyse, il s'est avéré que ces documents, antérieurs à 1995, n'avaient pas de rapport direct avec le projet de PPR	
Questions	Réponses
Quelle est l'incidence des barrages en cas de crues ?	Cela dépend de l'importance de la crue : - les barrages dits « au fil de l'eau » qui sont présents dans le Lot et Garonne n'auront plus d'incidence pour une crue centennale prise en compte dans l'élaboration du PPR. - les grands barrages (Grandval, Sarrans, ...) présents en amont des bassins versants peuvent effectivement jouer un rôle d'écrêteur de crue, comme cela a été le cas en 2003. Mais compte tenu de l'objectif principal des barrages (production d'électricité) et de leur mode de gestion, ce rôle ne peut être garanti (barrage plein, crues successives, ...).
Pourquoi les berges se dégradent-elles ?	De multiples facteurs peuvent contribuer à une dégradation des berges : des phénomènes naturels liés à la morphologie du cours d'eau (encaissement, coudes, nature des sols, etc) , et/ou à l'hydraulique fluviale, (vitesse des courants, crues et décrues, etc), des phénomènes anthropiques (écoulement des sols imperméabilisés, marnages, battillage des plans d'eau, nature de la végétation rivulaire, etc).

<p>Qui doit entretenir les berges ?</p>	<p>L'entretien des berges des cours d'eau incombe aux propriétaires riverains. S'ils le désirent, ceux-ci pourront solliciter des conseils techniques auprès du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée du Lot. La commune de Monsempron a en effet adhéré à la compétence entretien des berges proposée par le SMAVLOT dans le cadre du contrat de rivière.</p> <p>Toute intervention nécessite des démarches préalables auprès de la Direction Départementale des Territoires (réglementation au titre de la loi sur l'eau et ou code général de la propriété des personnes publiques)</p>
<p>Le risque de rupture de Grandval (Cantal/Lozère) situé sur la Truyère est évoqué.</p>	<p>La Préfecture étudie actuellement le Plan Particulier d'Intervention (PPI) qui traite l'alerte et l'évacuation de populations et n'a pas d'incidence sur l'urbanisme. En tout état de cause, ce risque est un risque technologique qui est sans commune mesure avec le risque inondation pris en compte par un PPR. Le premier ne s'est jamais produit et sa probabilité est de 1/16 000ème par an alors que le second s'est réalisé à plusieurs reprises.</p>
<p>En fin de séance, la discussion s'engage sur la réglementation de la zone rouge tramée envisagée. Une personne fait part d'un refus de CU en janvier 2013 concernant la vente de 2 lots pour constructions d'habitation individuelle en zone rouge tramé, alors que des constructions sont en cours sur des terrains voisins.</p>	
<p><u>Registre en mairie :</u>          Disponible à l'accueil de la mairie depuis 2011, avec les projets des principaux documents du PPR (cartes informatives, aléas, enjeux, zonage et règlement) mis à disposition au fur et à mesure de leur élaboration, il est resté ouvert un mois après la réunion publique.</p> <p>Une observation a été portée sur le registre ; elle concerne la réglementation de la zone rouge tramée, jugée trop restrictive et ne permettant pas la vie du bourg. Celle-ci rejoint l'observation formulée par la commune dans son courrier du 11 octobre 2012.</p> <p>Suite donnée : Le zonage du centre-bourg a été modifié (la partie en aléa faible est désormais classée en zone bleue). Un courrier a été adressé à la commune.</p>	

### 3. CONDITIONS D'ORGANISATION – DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

L'avis d'enquête a été affiché sur le panneau d'affichage, à l'extérieur de la mairie. Le dossier du projet de **Plan de Prévention des Risques Inondation et Instabilité (PPRII)** des berges du Lot concernant la commune de MONSEMPRON-LIBOS était tenu à la disposition du public au secrétariat de la mairie durant ses heures d'ouverture.

J'ai tenu une permanence, le mercredi 11 décembre 2013 de 9h à 12h. La salle mise à disposition par la mairie permettait de recevoir le public dans de bonnes conditions.

### 4. DELIBERATION DE LA COMMUNE

Délibération du 8 octobre 2013:

### **Le Conseil Municipal**

- **donne acte** au Maire de la présentation du projet du futur PPR,
- **donne un avis favorable** à ce projet.

**Constate** que la présente délibération est adoptée à l'unanimité des membres présents.

## **5. ENTRETIEN AVEC LE MAIRE DE LA COMMUNE**

### **Entretien avec Monsieur Jean-Jacques BROUILLET, maire de la commune de MONSEMPRON-LIBOS.**

L'entretien avec le maire de la commune s'est déroulé le 15 janvier 2014 à la demande du Commissaire Enquêteur, à la Mairie.

Dans sa délibération du 8 octobre 2013, le Conseil Municipal a émis un avis favorable au PPRII.

L'instabilité des berges ne pose pas de problème sur la commune.

Le maire pense que le projet de PPRII est un document important. Les élus doivent être stricts pour son application sur le territoire de la commune.

La commune adhère à la carte n°2 du SMAVLOT pour la partie « assistance technique à maîtrise d'ouvrage » par l'intermédiaire du Syndicat Intercommunal de la Lémance et de la Thèze.

La commune possède un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) (à mettre à jour).

## **6. OBSERVATIONS DU PUBLIC - AVIS DE LA DDT - ANALYSE DES OBSERVATIONS**

**Observations verbales** : néant.

**Observations inscrites sur le registre d'enquête** : 1.

N° sur registre	Nom et adresse du demandeur	Synthèse de la demande (ou observation)
1	Mairie de MONSEMPRON-LIBOS Monsieur le Maire	La commune demande que les parcelles cadastrées AD 71 et AD 316 qui sont la propriété communale, actuellement cartographiées en zone rouge tramé soient cartographiées en zone bleue. Le seuil du plancher du bâtiment qui se trouve sur la parcelle AD 71 est nettement au dessus du niveau du terrain naturel. Le bâtiment qui est sur la parcelle AD 316 fait office de cinéma, sa destination n'apparaît pas être un obstacle à son intégration en zone bleue.
	<b>Commentaires DDT:</b> (mél du 19/02/2014) La cartographie est réalisée à partir du niveau des terrains naturels, sans tenir compte du niveau des seuils des bâtiments, ni de la destination de ceux-ci. Le règlement de la zone rouge tramé autorise des aménagements des bâtiments	

	existants.
	<b>Commentaires du commissaire enquêteur:</b> Le zonage de ces parcelles répond au souhait communal.

**Observations adressées par courrier annexé au registre d'enquête :** néant.

**Observations de portée générale faites par le commissaire enquêteur (sur PV) et réponses du Maître d'Ouvrage**

*II-2-1 — Lorsque le PPRII sera approuvé, est-ce que le principe d'indemnisation de sinistrés éventuels suite à une crue du Lot ou de ses affluents sera maintenu dans le cadre de la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ?*

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

L'approbation d'un PPR n'empêche pas l'indemnisation des dommages en cas d'inondation dans le cadre de la reconnaissance de catastrophe naturelle ; cette 'approbation empêche par contre que la franchise soit multipliée par 2, 3 ou 4 lorsque plus de 3, 4, 5 arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris sur la commune pour le risque considéré.

Cependant, uniquement à la date normale de renouvellement du contrat, ou à la signature d'un nouveau contrat, l'assureur peut ne pas souhaiter assurer :

- les biens immobiliers construits et les activités exercées en violation des règles du PPR en vigueur lors de leur construction ou création ;
- les constructions ou activités existantes dont la mise en conformité avec des règles rendues obligatoires par le PPR n'a pas été effectuée par le propriétaire, exploitant ou utilisateur.

En cas de différent avec l'assureur, ou en cas d'impossibilité de trouver un assureur, l'assuré peut recourir à l'intervention du Bureau Central de Tarification (BCT) relatif aux catastrophes naturelles.

*II-2-2. A certains endroits l'érosion des berges a pris une telle ampleur que l'eau a gagné plus de 20 mètres à l'intérieur des propriétés privant certains riverains de près de 1000 mètres<sup>2</sup> de terrain (50 mètres de façade x 20 mètres de retrait de berges). Ces riverains ont-ils droit à une réduction de leur impôt foncier et, le cas échéant, à qui doivent-ils s'adresser pour demander cette réduction?*

Réponse (mél du 18/02/14) :

C'est l'administration fiscale qui détermine la valeur des biens et leur évolution sur la base de certains critères. Il appartient aux propriétaires d'entreprendre les démarches qu'ils estiment utiles auprès de l'administration fiscale (centres des finances publiques de Villeneuve sur Lot ou Marmande ; Cf. adresse sur l'avis d'imposition pour la taxe foncière) pour faire valoir leurs droits.

*II-2-3 — Le fait que la route d'accès à un secteur non inondable soit en zone inondable empêchera-t-il l'urbanisation éventuelle de ce secteur ?*

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Les îlots non inondables enclavés dans la zone inondable ne sont pas réglementés par le PPR car ils ne sont pas soumis à l'aléa pour la crue de référence.

Cependant compte tenu de différents critères (superficie de l'enclave, niveau de l'aléa à proximité immédiate, environnement proche ou lointain, ...), il n'est pas opportun pour la plupart de ces secteurs qu'ils soient aménagés et il convient de les préserver de l'urbanisation (cf note de présentation page 25). Les collectivités devront faire leur propre analyse dans le cadre de l'élaboration de leur document d'urbanisme.

Chaque commune devra également lors de l'élaboration de son PCS (Plan Communal de Sauvegarde — obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de l'approbation du PPR) tenir

compte de ces territoires enclavés dans la zone inondable pour la crue de référence. En effet il est malheureusement régulièrement vérifié qu'il est très dangereux d'emprunter une route inondée, même avec une faible hauteur d'eau.

*II-2-4. Quels sont les relations des services de l'Etat avec les propriétaires de barrages au fil de l'eau tels que Fumel (propriété privée), Le Temple et Villeneuve (exploités par EDF) ?*

Réponse (mél du 18/02/14) :

Les barrages au fil de l'eau de Clairac, Temple sur Lot, Villeneuve sur Lot et Fumel sont des concessions hydroélectriques. L'administration de tutelle est la DREAL Aquitaine. Des consignes d'exploitation en période de crue sont définies.

*II-2-5 — Comment doit s'organiser une mairie dans le cas d'une annonce de crue par la préfecture lorsque le téléphone portable ne passe pas sur une grande partie de son territoire?*

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Cette commune doit s'adresser au SIDPC (Service Interministériel de Défense et de Protection Civile). Il existe différents moyens d'alerter la population : sirène, véhicule avec haut-parleur, ...

*II-2-6 — Le zonage du PPRII sera-t-il révisé régulièrement ?*

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Un PPR n'a pas vocation à être révisé régulièrement.

Il pourrait l'être par exemple suite à une inondation plus importante que la crue de 1927 ou dans le cas d'une évolution réglementaire.

*11-2-7 — Quel sera l'impact du PPRII en valeur patrimoniale des biens ? Peut-il y avoir des indemnisations ?*

Réponse (Cf. P.J. n°9 bis):

Les servitudes d'utilité publiques concernant les risques naturels ne sont pas indemnisables.



**CONCLUSIONS ET AVIS  
DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

# CONCLUSIONS

La politique de l'Etat en matière de prévention des risques majeurs a pour objectif de préserver les vies humaines et de réduire le coût des dommages supportés par la collectivité.

Dans les secteurs à enjeux forts, le Plan de Prévention des Risques (PPR) est l'outil privilégié de l'état pour mettre en œuvre cette politique en matière de maîtrise de l'urbanisation et de réduction de la vulnérabilité.

Les PPR sont élaborés en application de la Loi du 2 février 1995, dite « Loi Barnier » relative au renforcement de la protection de l'environnement, et de la Loi du 30 juillet 2003, dite « Loi Bachelot », relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages. Ils ont pour objet :

- d'identifier les risques prévisibles constituant une menace pour la population ;
- de délimiter les zones exposées à ces risques et des zones non exposées mais où certains modes d'occupation pourraient aggraver des risques ou en créer de nouveaux ;
- de déterminer les mesures applicables tant aux particuliers qu'aux collectivités.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP ou PPR) est un outil réglementaire visant à permettre de limiter, dans une perspective de développement durable, les conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles. Pour ce faire, il délimite les espaces concernés par les risques et définit les mesures de prévention nécessaires, dans le respect des compétences que les lois attribuent aux communes en matière d'aménagement, aux autorités de police en matière de sécurité et aux particuliers en matière de responsabilité civile.

En Lot-et-Garonne, plus de 200 communes sont concernées par le risque inondation. Plus de 99 000 personnes vivent dans le bassin du Lot, soit près de 30% de la population du département. Afin de mieux connaître les risques d'inondation et d'instabilité des berges du Lot et de réglementer les secteurs concernés, l'élaboration de Plans de Prévention des Risques a été prescrite sur 26 communes (les communes d'Aiguillon et de Nicole étant déjà réglementées sur le risque inondation par le PPR des Confluents) par arrêté préfectoral en date du 11 janvier 2011.

**Outre le risque inondation, les rives du Lot sont également soumises au risque d'instabilité des berges.** Ce phénomène est dû à différents types d'aléas : glissements de terrains, chute de blocs, selon la nature géologique des sols et la géomorphologie de la rivière.

La révision du document précédemment en vigueur a été rendue nécessaire afin de mettre la réglementation en conformité avec les directives nationales en matière de zone inondable. En effet, le PSS de 1977 (servitude d'utilité publique) ne permet pas aux services de l'Etat de mettre en œuvre les directives ministérielles telles qu'elles ont été définies depuis 1994. De plus ce PSS ne couvre pas l'ensemble du territoire traversé par la rivière.

La révision du PSS de 1977 est aussi l'occasion de prendre en compte et de réglementer la zone inondable des principaux affluents du Lot, afin de mettre à disposition de chaque commune un document plus complet concernant le risque inondation.

Le principal affluent pris en compte dans l'étude est « La Lémance ».

La circulaire ministérielle du 24 janvier 1994 et le guide édité en 1999 préconisent de retenir les Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) ou à défaut une crue centennale, lorsque les PHEC sont inférieures à celle-ci.

**Pour le Lot, la crue de référence retenue est la crue des 9 et 10 mars 1927 de fréquence centennale et pour les affluents hors de l'influence du Lot, les crues du 6 juillet 1993 pour les affluents de la rive droite et du 9 juillet 1977 pour les affluents de la rive gauche, (6/7/1993 pour la Masse), correspondant aux PHEC.**

Au niveau « instabilité des berges du lot », si le risque est connu, il était jusque là nécessaire de recourir régulièrement à l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme pour interdire les projets ou les autoriser sous réserve de prescriptions spécifiques adaptées.

**Sur le linéaire du Lot traversant le département, le taux d'érosion moyen des berges est de 30 cm par an (taux estimé au vu de l'évolution entre le cadastre Napoléonien et le cadastre actuel). Mais il peut aller jusqu'à 80 cm par an dans certains secteurs, ce qui, à l'échelle du siècle, conduit à des pertes conséquentes de foncier, voire de bâti.**

Le PPRI est une servitude d'utilité publique et constitue un document d'urbanisme auquel s'applique la procédure de notification préalable prévue par le Code de l'urbanisme. Il doit être annexé par arrêté municipal au Plan d'Occupation des Sols ou au Plan Local d'Urbanisme conformément au Code de l'urbanisme. Les servitudes ainsi créées ne peuvent donner lieu à indemnisation. Pour les communes soumises au règlement national d'urbanisme ou dotées d'une carte communale, la servitude est opposable dès sa publication et pourra être utilement annexée à la carte communale.

Pour ces deux risques Inondation et Instabilité des berges, les PPR apportent une plus grande transparence des règles appliquées ainsi qu'une meilleure assise juridique que les réglementations applicables actuellement (PSS du Lot et article R 111-2).

Le recours à la concertation dans l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Naturels est devenu une obligation réglementaire depuis le décret n°2005-3 du 4 Janvier 2005 (modifiant le décret n°95-1089 du 5 Octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles). L'article 2 de ce décret prévoit en effet que l'arrêté prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet. La procédure de concertation est conduite sous l'autorité et la responsabilité de l'Etat. La communication auprès des administrés est réalisée par les maires et appuyée par la DDT.

La concertation vise à permettre la participation des acteurs locaux (élus locaux, acteurs de l'aménagement, services institutionnels ayant une compétence en la matière,...) à l'élaboration du PPR inondation, condition essentielle à la mise en œuvre d'une politique de prévention des risques satisfaisante et partagée.

L'Arrêté Préfectoral n°2011-011-008 du 11 janvier 2011 qui a prescrit l'élaboration du PPR Inondation et Instabilité des berges sur 26 communes de la vallée du Lot a été affiché au minimum pendant 1 mois dans chaque mairie et au siège des EPCI ayant compétence en matière de planification de l'urbanisme. Il était accompagné des cartes informatives et d'un rapport de présentation qui précisait la nature des risques pris en compte pour les deux risques.

Une conférence de presse du Préfet le 8 février 2011 à la sous-préfecture de Villeneuve a permis de rappeler les objectifs du PPR et les modalités de la procédure.

En ce qui concerne les collectivités, les modalités de la concertation ont été définies ainsi :

- un comité technique composé de représentants des services de l'Etat (préfecture, DDT) et des collectivités territoriales, (collectivités, Conseil Général et SMAVLOT) s'est réuni 3

fois dans la phase de préparation (pour les aléas et pour les enjeux).

- sur une période allant de février 2011 à juin 2013, toutes les communes ont participé aux concertations réalisées au fur et à mesure de l'élaboration des dossiers.

La concertation avec la commune de MONSEMPRON-LIBOS a porté notamment sur les aléas (réunion du 26/04/2011), les enjeux (réunions du 26/04/2011 et 07/10/2011), le zonage et la présentation des cadres de règlement (réunion du 19/09/2012).

Le conseil municipal a ensuite été consulté une dernière fois sur le projet de PPR avant l'enquête publique. Sa délibération en date du 8 octobre 2013 a été l'occasion de faire part de son avis favorable.

Concernant le public, la concertation en continu a été réalisée par:

- Une plaquette d'information présentant les risques pris en compte, la procédure d'élaboration des PPR et les modalités de la concertation du public, élaborée par la DDT, remise à la collectivité en juillet 2011.

- Un communiqué de presse de la Préfecture de Lot-et-Garonne en date du 22 février 2013 qui a fait le point sur la démarche d'élaboration du PPRII et qui a informé la population des dates des réunions publiques pour chaque commune concernée.

- Une deuxième plaquette d'information présentant les principaux documents composant les projets de PPR, éditée par la DDT en mars 2013 et diffusée par les collectivités en parallèle avec l'invitation à participer à la réunion publique.

En avril 2013, ces plaquettes ont été mises en ligne sur le site internet des services de l'Etat, ainsi que sur le site du SMAVLOT.

- Un registre disponible à l'accueil de la mairie depuis 2011, avec les projets des principaux documents du PPR (cartes informatives, aléas, enjeux, zonage et règlement) mis à disposition au fur et à mesure de leur élaboration, est resté ouvert un mois après la réunion publique.

Une observation a été portée sur ce registre. Le Maître d'Ouvrage a tenu compte de cette observation dans sa réponse à la mairie de MONSEMPRON-LIBOS en date du 2 septembre 2013.

- Une réunion publique s'est tenue le jeudi 14 mai 2013 à 18h30 à la salle Michel DELRIEU en présence du Maire. Une quinzaine de personnes y a participé.

-----

Par décision N° E13000228/33 du 25 septembre 2013, le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux m'a désigné commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Jean-Paul GOUBARD, commissaire enquêteur suppléant, en vue de procéder à l'enquête publique ayant pour objet « *l'élaboration du plan de prévention des risques naturels de la vallée du Lot, concernant les 26 communes longeant le Lot jusqu'au département éponyme* ».

Outre le recensement des observations de la population, ce type d'enquête publique présente deux particularités :

- la délibération de la collectivité et des organismes devant émettre un avis est obligatoirement annexée au registre d'enquête ;

- le commissaire enquêteur rencontre le maire de chaque commune pendant l'enquête publique.

Conformément à l'arrêté préfectoral n° 2013-316-0004 du 12 novembre 2013, l'enquête s'est déroulée sur 40 jours consécutifs du 2 décembre 2013 au 10 janvier 2014.

L'information du public, préalable à l'ouverture de l'enquête publique a été réalisée conformément à l'article n°4 de l'Arrêté Préfectoral ordonnant l'enquête publique:

- dans la presse locale par l'intermédiaire des journaux « La Dépêche du Midi » et « Sud-Ouest »,
- sur le site internet de la préfecture de Lot-et-Garonne [www.lot-et-garonne.gouv.fr](http://www.lot-et-garonne.gouv.fr),

En supplément à la publicité légale de l'enquête parue dans les journaux locaux, Un encart faisant référence à l'enquête publique et à la permanence du commissaire enquêteur du 11 décembre 2013 a été publié dans le journal « La Dépêche du Midi » du mardi 10 décembre 2013.

Le dossier d'enquête publique, composé d'un dossier de présentation, du règlement et de cartes informatives, a été mis à disposition du public à la mairie durant les horaires d'ouverture et également les jours ouvrables de 9h à 12h et de 14h à 17h à la Direction Départementale des Territoires – Unité prévention des risques – 1722, avenue de Colmar à Agen.

Nota : Bien que ce ne soit pas une obligation dans ce type de projet, le dossier d'enquête publique comprenait un document de 12 pages édité par les services de l'Etat et intitulé « bilan de la concertation ».

Sur la commune de MONSEMPRON-LIBOS, j'ai tenu une permanence le mercredi 11 décembre 2013 de 9h à 12h. Une observation, traitée ci-dessus, a été déposée sur le registre d'enquête.

Conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'Arrêté Préfectoral, j'ai eu un entretien avec le maire de la commune le 15 janvier 2014.

# AVIS

Le Plan de Prévention des Risques Inondation et Instabilité (PPRII) des berges de la Vallée du Lot est l'occasion de prendre en compte et de réglementer généralement l'usage du sol en zone inondable et en zone d'instabilité des berges.

Lors de l'élaboration du projet par les services de l'Etat, la concertation a été menée avec la mairie et les différents organismes concernés aux différentes étapes de constitution du dossier sur une période allant de février 2011 à juin 2013, pour la définition des aléas, l'identification des enjeux et l'élaboration du zonage. Le nombre de réunions a été adapté au contexte et aux enjeux de la commune. Une réunion publique a été tenue dans la salle Michel DELRIEU.

L'enquête publique s'est déroulée pendant 40 jours du 2 décembre 2013 au 10 janvier 2014 dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur. La publicité de l'enquête a été correctement effectuée, tant dans la presse locale que par l'affichage en mairie.

**Au niveau des aspects négatifs de ce dossier, je relève les éléments suivants :**

- la très faible participation du public lors de l'enquête publique malgré la publicité effectuée par les services de l'Etat et par la mairie de MONSEMPRON-LIBOS, témoigne d'un certain désintérêt de celui-ci,

- les plans présentés à l'enquête publique ne comportent pas de courbes de niveau du terrain naturel qui auraient pu permettre de se rendre compte des dénivelés et faciliter la compréhension des niveaux d'aléas,

- l'avis favorable de la Chambre d'agriculture est assorti de deux réserves : avoir un repérage des enjeux agricoles plus lisible dans les documents graphiques et un règlement plus explicite sur les mesures applicables à la construction ou à la restauration d'ouvrages liés à l'irrigation.

**Au niveau des aspects positifs de ce dossier, je relève les éléments suivants :**

- la concertation a été menée de façon correcte, conforme à l'arrêté préfectoral de prescription, avec une réelle volonté d'informer et de faire participer la collectivité et le public,

- le Conseil municipal a donné un avis favorable au projet, à l'unanimité des membres présents,

- les plans sont renseignés au niveau du nom des rues, des lieux-dits, ou toutes autres indications qui facilitent le repérage et les localisations,

- les organismes consultés par le porteur du projet, après arrêt de celui-ci (excepté la Chambre d'Agriculture), n'ont pas formulé d'observations ce qui vaut avis favorable,

- le projet de PPR permet de disposer d'un document de gestion des risques inondation et instabilité des berges qui sera pris en compte dans les documents d'urbanisme de la collectivité locale et répond ainsi aux politiques de prévention de ces risques naturels,

- le projet s'inscrit dans le cadre de l'intérêt général et apporte à la collectivité locale une plus grande transparence des règles appliquées ainsi qu'une meilleure assise juridique,

- tel qu'il est présenté à l'enquête publique, le projet respecte les différents textes législatifs et réglementaires tout en s'appuyant sur les doctrines existantes, les documents et les données locales.

Considérant les nombreux aspects positifs, j'émet :

## **UN AVIS FAVORABLE**

**au projet de Plan de Prévention des Risques Inondation et Instabilité des berges (PPRII) sur la commune de MONSEMPRON-LIBOS.**

Avis assorti de la recommandation suivante :

Les secteurs impactés par le projet sont à forte prédominance agricole. Comme le demande la Chambre d'Agriculture, il conviendrait de faire un repérage des enjeux agricoles dans les documents graphiques et de compléter le chapitre C (agriculture) de chaque zone par les mesures applicables à la construction ou à la restauration d'ouvrages liés à l'irrigation.

Brax, le 20/02/2014

Alain POUMEROL  
Commissaire-enquêteur